**CHAMBRE DE DISCIPLINE
DU CONSEIL REGIONAL
DE L'ORDRE DES PHARMACIENS
DES PAYS DE LOIRE**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N°

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. le directeur de la Direction régionale des affaires
sanitaires et sociales des Pays de la Loire
c/ M. X

La Chambre de discipline
du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens
des Pays de Loire

M. R
Président-Rapporteur

Audience du 16 décembre 2008
Prononcé le 16 décembre 2008

Vu, enregistrée le 9 août 2007, au secrétariat du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens des Pays de la Loire, la plainte présentée par le directeur régional des affaires sanitaires et sociales des Pays de la Loire, élisant domicile 6 rue René Viviani B.P 86218, à Nantes (44262) tendant à ce que M. X, pharmacien..., soit sanctionné conformément aux dispositions de l'article R. 4234-1 du code de la santé publique pour des violations des articles R. 4235-3, R. 4235-10, R. 4235-22, R.5132-9, R. 5132-10 et R. 5132-22 du code de la santé publique ;

Il soutient que la délivrance de médicaments listés en l'absence de prescription a pu être constatée ; que ces délivrances concernent des oestro-progestatifs, des stimulateurs de l'érection et des anxiolytiques ; que pour ces délivrances les prescripteurs n'étaient pas identifiés ou il n'y avait aucune mention du prescripteur; que le patient n'était pas identifié ; que ces pratiques sont contraires aux dispositions des articles R. 5132-8 et R. 5132-22 du code de la santé publique ; qu'elles méconnaissent aussi les dispositions du code de la santé publique relatives aux règles de déontologie ;

Vu la décision du 24 janvier 2008 par laquelle le Conseil régional de l'ordre des pharmaciens des Pays de Loire a décidé la traduction en chambre de discipline de M. X;

Vu l'ordonnance du 31 octobre 2008 par laquelle la clôture de l'instruction a été fixée au 1^{er} décembre 2008 à 12:00 ;

Vu le mémoire, enregistré le 1er décembre 2008, présenté pour M. X ; il conclut à la relaxe ;

Il soutient que l'affaire a fait l'objet d'une composition pénale et d'une sanction de 300 € d'amende ; qu'il conteste avoir vendu un médicament soumis à prescription sans qu'il ait été justifié auprès de lui d'une ordonnance ; que dans les cas où aucun nom de médecin n'est inscrit dans l'enregistrement informatique, que les écritures ont été suivies d'écritures de régularisation ; que rien ne l'obligeait techniquement à passer une écriture ; que ces délivrances concernent des médicaments délivrés dans l'urgence ; qu'elles concernent des patients habituels qui remettent l'ordonnance dans les jours suivants ; que dans les cas où il est simplement inscrit la mention « médecin » ou « médecin urgence », une ordonnance a été remise à chaque fois ; que le numéro du médecin ne figurait pas dans les données de l'ordinateur ; qu'il n'a délivré aucun médicament sans prescription ; que le plaignant n'apporte pas la preuve de l'absence d'ordonnance ; que seul le mode d'enregistrement de certaines opérations peut être critiqué ; qu'il conteste avoir délivré des médicaments hors de la prescription requise ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 16 décembre 2008;

- le rapport de M. R, président-rapporteur ;
- les observations de M. Constantin, pharmacien inspecteur de santé publique, représentant le directeur régional des affaires sanitaires et sociales des Pays de la Loire ;

- en l'absence de M. X ;

Les parties s'étant retirées ;

Considérant qu'aux termes de l'article R. 4234-9 du code de la santé publique : « Sauf cas de force majeure, l'intéressé comparait en personne ; il ne peut se faire représenter mais peut se faire assister par un pharmacien inscrit à l'un des tableaux de l'ordre ou un avocat inscrit à un barreau, à l'exclusion de toute autre personne (...) Si l'intéressé ne se présente pas, la chambre de discipline apprécie souverainement si elle doit ou non passer outre aux débats. » ;

Considérant que l'affaire ayant été appelée, la chambre de discipline a constaté que M. X, régulièrement convoqué à l'audience, ne s'était pas présenté ; que M. X n'a porté à la connaissance de la chambre aucun cas de force majeure qui l'aurait empêché de comparaître ; que par suite, la chambre de discipline a décidé, en application des dispositions précitées de l'article R. 4234-9 du code de la santé publique, de passer outre et de statuer ;

Considérant qu'il est reproché à M. X la délivrance de médicaments listés en l'absence de prescription ;

Considérant qu'aux termes de l'article R. 5132-22 du code de la santé publique, relatif au régime particulier des médicaments relevant des listes I et II: « Les pharmaciens ne sont autorisés à effectuer la première délivrance de ces médicaments que sur présentation d'une ordonnance datant de moins de trois mois. La délivrance d'un médicament relevant de la liste I ne peut être renouvelée que sur indication écrite du prescripteur précisant le nombre de renouvellements ou la durée du traitement. La délivrance d'un médicament relevant de la liste II peut être renouvelée lorsque le prescripteur ne l'a pas expressément interdit. Dans tous les cas, le ou les renouvellements ne peuvent être exécutés que dans la limite du délai de traitement mentionnée à l'article R. 5132-21. Les dispensateurs sont tenus d'exécuter les renouvellements selon les modalités définies à l'article R. 5132-14, sous réserve des dispositions de l'article R. 5121-95. » ; Considérant qu'aux termes de l'article R. 5132-9 du même code : « Les personnes habilitées à exécuter les ordonnances ou les commandes comportant des médicaments autres que les préparations relevant de la présente section les transcrivent aussitôt à la suite, à l'encre, sans blanc ni surcharge, sur un registre ou les enregistrent immédiatement par tout système approprié ne permettant aucune modification des données qu'il contient après validation de leur enregistrement (...) » ; qu'enfin aux termes de l'article R. 5132-10 du même code : « Les transcriptions ou enregistrements comportent pour chaque médicament délivré relevant de la présente section un numéro d'ordre différent et mentionnent : 1° Le nom et l'adresse du prescripteur ou de l'auteur de la commande et, selon le cas : a) Le nom et l'adresse du malade, sous réserve des dispositions de l'article L. 3414-1 (...) 2° La date de délivrance ; 3° La dénomination ou la formule du médicament ou de la préparation ; 4° Les quantités délivrées

Considérant que l'inspection de l'officine de M. X a permis de révéler sur la période de juillet 2005 au 17 janvier 2007, de nombreuses délivrances de médicaments contenant des substances vénéneuses, tels que définis par les articles L. 5132-1 et L. 5132-6 du code de la santé publique, sans aucune mention du prescripteur ou sans identification du prescripteur, et parfois sans que le patient ne soit identifié ;

Considérant que M. X conteste la réalité des faits qui lui sont reprochés et soutient que l'absence d'ordonnance lors des délivrances litigieuses n'est pas établie et que seul le mode d'enregistrement des ventes peut être critiqué ;

Considérant cependant en premier lieu qu'il ressort des pièces du dossier et notamment du mémoire en défense présenté par M. X lui-même, que celui-ci a accepté une composition pénale sur la plainte déposée, à raison des mêmes faits, par le Directeur régional des affaires sanitaires et sociales ; que cette composition pénale qui s'est traduite par une amende de 300 € et a acquis l'autorité de la chose jugée après sa validation, est conditionnée par les dispositions de l'article 41-2 du code de procédure pénale, à la reconnaissance par l'intéressé des délits commis ;

Considérant en deuxième lieu qu'il résulte des explications données par M. X lui-même que les délivrances dont l'enregistrement ne porte la mention d'aucun médecin, correspondent à des ventes sans présentation d'aucune ordonnance dans l'attente d'une remise ultérieure de la prescription ; que la circonstance, au demeurant non établie, que ces ventes auraient fait l'objet d'une écriture de régularisation lors de la présentation d'une ordonnance n'est pas de nature à justifier la délivrance sans prescription de médicaments listés ;

Considérant en troisième lieu que si M. X soutient que les mentions « médecin » ou « médecin urgence » enregistrées lors de certaines délivrances correspondent à des ventes pour lesquelles le numéro d'identification du médecin ne figurait pas dans les données de l'ordinateur et qu'une ordonnance a été remise pour chacune, il n'apporte aucun élément probant de nature à établir la réalité de ses allégations alors même qu'il a reconnu la réalité de l'absence de prescription dans le cadre de la composition pénale ;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ce qui précède que la matérialité des délivrances de médicaments listés en l'absence de prescription doit être considérée comme établie ; que M. X ne conteste pas la non-conformité des enregistrements litigieux ; que dans ces conditions, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales des Pays de la Loire est fondé à soutenir que M. X a méconnu les dispositions précitées des articles R. 5132-22, R. 5132-9 et R. 5132-10 du code de la santé publique ;

Considérant qu'aux termes de l'article R. 4235-3 du code de la santé publique : « Le pharmacien doit veiller à préserver la liberté de son jugement professionnel dans l'exercice de ses fonctions. Il ne peut aliéner son indépendance sous quelque forme que ce soit. Il doit avoir en toutes circonstances un comportement conforme à ce qu'exigent la probité et la dignité de la profession. Il doit s'abstenir de tout fait ou manifestation de nature à déconsidérer la profession, même en dehors de l'exercice de celle-ci. Le pharmacien doit se refuser à établir toute facture ou attestation de complaisance. » ; qu'aux termes de l'article R. 4235-10 du même code : « Le pharmacien doit veiller à ne jamais favoriser, ni par ses conseils ni par ses actes, des pratiques contraires à la préservation de la santé publique (...) » ; qu'aux termes de l'article R. 4235-22 du même code : « Il est interdit aux pharmaciens de solliciter la clientèle par des procédés et moyens contraires à la dignité de la profession. » ;

Considérant que les ventes de médicaments listés en l'absence de prescription favorisent nécessairement des pratiques contraires à la préservation de la santé publique ;

Considérant que la délivrance, répétée à de nombreuses reprises, de médicaments listés dans les conditions décrites précédemment doivent s'analyser, par les facilités qu'elles reconnaissent à la clientèle intéressée, comme des sollicitations de clientèle contraires à la dignité et à l'honneur de la profession ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. X a méconnu les dispositions précitées des articles R. 4235-3, R. 4235-10 et R. 4235-22 du code de la santé publique ;

Considérant qu'en égard à l'ensemble des circonstances particulières de l'espèce, il sera fait une juste appréciation des agissements fautifs en infligeant à M. X la sanction d'interdiction d'exercer la pharmacie pour une durée de quatre mois sans sursis ; qu'il y a lieu de fixer, en application des dispositions de l'article L. 4234-6 du code de la santé publique, la date de départ de cette interdiction au 2 mars 2009 ;

Considérant que les faits reprochés à M. X constituent des manquements à l'honneur et à la probité ;

DÉCIDE:

Article 1er : Il est infligé à M. X la sanction d'interdiction d'exercer la pharmacie pour une durée quatre mois sans sursis à compter du 2 mars 2009.

Article 2: Le présent jugement sera notifié à X, au directeur régional des affaires sanitaires et sociales des Pays de la Loire, au ministre de la santé, de la jeunesse et des sports et au Président du Conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Délibéré après l'audience du 16 décembre 2008, à laquelle siégeaient :

M. Dussuet, président,

Mesdames Bechieu-Nicolleau, Flotte-Grandin, Grimaud, Nicolleau-Raveleau, Pech et de Messieurs Bailliard, Buttavand, Desmas, Ferre, Lacascade, Le Reste, Motin, Robert, Schwoob.

Prononcé le 16 décembre 2008.

Le greffier,

Signé

Le président,

Signé

G. BUREAU

.J.P. DUSSUET

La République mande et ordonne
au ministre de la santé, de la jeunesse et des sports
en ce qui le concerne et à tous huissiers à ce
requis, en ce qui concerne les voies de droit commun
contre les parties privées de pourvoir
à l'exécution du présent jugement.